

Ca chauffe pour la planète, la Haute-Normandie y répond par des actes

La conférence sur les changements climatiques s'est ouverte lundi 3 décembre à Bali.

Nous avons urgemment besoin d'un accord mondial, contraignant et équitable, sur la réduction des émissions. Un accord qui prenne en compte la responsabilité majeure des pays industriels dans ces émissions. La décision du gouvernement australien de ratifier le protocole de Kyoto est de bon augure pour les négociations à Bali. Il reste désormais un obstacle de taille au sein des pays industrialisés. Il faut espérer que les Etats-Unis comprennent finalement l'urgence de la situation pour que nous puissions agir avant qu'il ne soit trop tard.

Les scientifiques, suite à la dernière réunion du GIEC – Groupe Intergouvernemental sur l'évolution climatique, ont recommandé de **diviser par deux les gaz à effets de serre d'ici 2050**. Toutefois, cela reviendra à les diminuer de 80 % dans nos pays industrialisés pour permettre un développement dans les pays du Sud. La négociation ne fait que commencer mais face à ce péril climatique, une série de rencontres permettront de définir le futur protocole avant 2012.

Pour faire face à l'urgence et pour répondre concrètement, et non pas uniquement par des discours toujours plus nombreux, La Région a présenté son **plan climat énergies et son programme d'actions pour 2008**.

Il s'agit d'une démarche transversale et de l'intégration de la problématique énergétique dans de nombreuses politiques régionales, en lien avec les départements. Les 39 actions programmées en 2008 couvrent de nombreux champs d'intervention et se déclinent sous 9 objectifs principaux :

- Le premier objectif est la généralisation de **l'éco-conditionnalité des aides** de la Région dans toutes les politiques régionales.
- L'amélioration de la **performance énergétique** devient incontournable dans les bâtiments publics, l'habitat social, les activités économiques.
- Le développement des **énergies renouvelables** sera intensifié.
- Un **aménagement plus économe du territoire** sera promu.
- La **mobilité économe en gaz à effets de serre** sera encore plus soutenue.
- Des actions vont permettre de **quantifier les économies d'énergies et les diminution d'émissions de gaz à effets, pour mieux agir**.
- Un réel effort est fait pour **sensibiliser et informer les haut-normands**.
- La prise en compte du **développement des compétences et des formations** est un axe incontournable.



Communiqué de presse 11 Décembre 2007

Ce travail trouve déjà son prolongement dans les futurs contrats de Pays et d'Agglomérations.

Cette approche va conduire à créer des emplois non délocalisables, à réduire la précarité énergétique pour de nombreux ménages haut-normands, et les coûts pour les communes.

En conclusion, si le Grenelle de l'environnement a marqué les esprits, à ce jour, cela reste du discours avec trop peu d'actions nouvelles, qui en grande partie renvoient sur les collectivités locales ou d'autres acteurs, le coût des quelques mesures qui seraient mises en place.

C'est regrettable car après avoir fait un cadeau de 15 milliards € aux plus fortunés, le gouvernement ne peut mobiliser que peu de crédits d'Etat pour éviter la précarité énergétique et développer une société plus économe.

La Haute-Normandie répond concrètement au changement climatique en réduisant l'utilisation des énergies fossiles, tant dans l'habitat, les transports et les activités économiques, mais aussi grâce au changement des comportements.

Jean-Pierre Girod
Conseiller régional Vert